

§ 3. De Jeugddienst stelt een lijst op van de aanvraagdossiers die voldoen aan de in de artikelen 8 en 9 bedoelde algemene selectiecriteria en, indien van toepassing, aan de in de artikelen 11 tot en met 16 bedoelde specifieke selectiecriteria.

Hij deelt deze lijst mee en stelt alle aanvraagdossiers uiterlijk op 15 september van hetzelfde jaar ter beschikking van het Comité.

§ 4. Met het oog op de selectie van de aan de Regering voor te leggen projecten komt het Comité uiterlijk op 30 september van hetzelfde jaar bijeen om de aanvraagdossiers te onderzoeken en een lijst op te stellen van de projecten die voldoen aan de algemene en specifieke selectiecriteria van dit besluit (lijst A). Voor elk van de geselecteerde projecten vermeldt hij het aantal subsidies dat volgens hem binnen de in de artikelen 17 en 18 vastgestelde grenzen moet worden toegekend.

Er wordt een tweede lijst opgesteld van projecten die niet voldoen aan de algemene of specifieke selectiecriteria (lijst B).

Het Comité motiveert het plaatsen van een project op een van beide lijsten.

Hij stuurt de met redenen omklede lijsten uiterlijk op 3 oktober naar de Jeugddienst.

§ 5. De Jeugddienst doet een voorstel voor een beslissing waarin de met redenen omklede lijsten van het Comité zijn opgenomen en stuurt dit uiterlijk op 6 oktober naar de Minister.

De Regering beslist over het voorstel van beslissing, die uiterlijk op 1 november van hetzelfde jaar wordt meegedeeld.

HOOFDSTUK 6. — Slotbepalingen

Art. 23. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 24. De Minister bevoegd voor Jeugd is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 3 juli 2019.

De Minister-President, bevoegd voor Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
R. DEMOTTE

De Minister van Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd en Justitiehuisen,
Sport en de Promotie van Brussel,
R. MADRANE

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2019/14409]

3 JUILLET 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel scientifique du « Jardin botanique de Meise » relevant des Services de la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, plus particulièrement l'article 87, § 3;

Vu le « test genre » du 12 mars 2019 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 22 mars 2019;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 2 avril 2019;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 3 avril 2019;

Vu le protocole n° 517 du comité de Secteur XVII, conclu le 26 avril 2019 ;

Vu l'avis n° 66.192/4 du Conseil d'Etat, donné le 12 juin 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition du Vice-Président, Ministre de l'Enseignement Supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Recherche et des Médias, et du Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Généralités

Section 1^{re}. — Champ d'application

Article 1^{er}. Le présent statut est applicable aux membres du personnel scientifique du Jardin botanique de Meise relevant des Services de la Communauté française.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o membres du personnel scientifique du JBM : les membres du personnel du Jardin botanique de Meise de niveau A transférés à la Communauté française en application de l'accord de coopération entre la Communauté flamande et la Communauté française du 17 mai 2013 relatif à la gestion et au fonctionnement du « Jardin botanique national de Belgique », ainsi que les membres du personnel scientifique de niveau 1 qui intègrent le cadre francophone du Jardin botanique de Meise après la date de ce transfert et qui dépendent des Services de la Communauté française ;

2^o Ministre compétent : le ou les Ministre(s) dont relèvent les membres du personnel scientifique du JBM ;

3^o Conseil scientifique : le Conseil scientifique du Jardin botanique national de Belgique visé à l'article 6, § 1^{er}, de l'accord de coopération du 17 mai 2013 entre la Communauté flamande et la Communauté française relatif à la gestion et au fonctionnement du Jardin botanique national de Belgique ;

4^o fonctionnaire général : le fonctionnaire général dirigeant la Direction générale dont les membres du personnel scientifique du JBM dépendent.

Section 2. — Dispositions générales

Art. 3. § 1^{er}. La carrière scientifique des membres du personnel scientifique du JBM comporte:

- 1° le rang A;
- 2° le rang B;
- 3° le rang C.

Le rang A comprend les grades d'attaché et d'assistant.

Le rang B comprend le grade de chef de travaux.

Le rang C comprend le grade de chef de travaux agrégé.

§ 2. Les grades d'attaché et d'assistant sont conférés aux agents recrutés au rang A aux conditions suivantes :

- 1° attaché : être porteur du diplôme de licencié ou de master ;
- 2° assistant : être porteur du diplôme de docteur dans l'un des domaines d'activité du Jardin botanique de Meise.

Art. 4. § 1^{er}. Par ancienneté scientifique, il faut entendre la durée :

- 1° des services prestés comme membre du personnel scientifique au sein du Jardin botanique de Meise ;
- 2° des missions exercées par l'agent dans l'intérêt de l'enseignement supérieur ou de la science même si, pour les accomplir, l'agent a été placé en non-activité de service.

§ 2. Est également admissible au titre d'ancienneté scientifique :

1° la durée des services prestés par l'agent avant son entrée en service au sein du Jardin botanique de Meise en tant que membre du personnel enseignant ou scientifique, d'un établissement d'enseignement supérieur ;

2° la durée de l'activité scientifique de l'agent, avant son entrée en service au Jardin botanique de Meise comme bénéficiaire d'une rétribution ou d'une subvention attribuée par :

a) l'Etat, une Communauté, une Région, une Commission communautaire ou un organisme international reconnu par une des autorités précitées ou un état étranger lié à la Belgique par un accord de coopération ;

b) les provinces, les communes, le Fonds national de la Recherche scientifique ainsi que tous autres services ou institutions de recherche scientifique ou de financement de la recherche scientifique, publics ou privés.

Pour être reconnue par le jury de recrutement visé à l'article 5, § 2, l'activité scientifique doit avoir été exercée dans un domaine pour lequel l'agent est engagé.

Section 3. — Recrutement

Art. 5. § 1^{er}. Le fonctionnaire général détermine, sur proposition du Directeur scientifique et après avis du Conseil scientifique, la spécialité dans laquelle se fera le recrutement.

§ 2. Il est institué pour le cadre francophone du personnel scientifique du Jardin botanique de Meise un jury de recrutement désigné ci-après par les mots « le jury » et composé comme suit :

- 1° en qualité de président : le fonctionnaire général ou son délégué ;
- 2° en qualité de membres : le Directeur scientifique, sauf lorsqu'il s'agit du recrutement du Directeur scientifique, et au minimum deux membres francophones du Conseil scientifique.

Le cas échéant, le jury peut être complété par une ou plusieurs personnalités scientifiques compétentes dans le ou les domaines d'activité du poste. Ces personnalités sont choisies par les membres du Conseil scientifique en accord avec le président.

§ 3. Après avoir examiné les candidatures introduites, le jury convie à un entretien les candidats répondant aux conditions d'admission visées à l'article 7, 2°. A l'issue de cet entretien, le jury classe les candidats.

Le classement est motivé et chaque candidat est informé du classement arrêté par le jury et des critères qui justifient sa position dans ce classement.

Art. 6. § 1^{er}. Les membres du personnel scientifique sont recrutés au rang A.

§ 2. Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement de la Communauté française peut recruter directement au rang B, au rang C ou au grade de Directeur scientifique, après avis favorable du Conseil scientifique et à la condition que le candidat soit titulaire d'un diplôme de docteur dans l'un des domaines d'activité du Jardin botanique de Meise et qu'il compte dix ans d'ancienneté scientifique pour le rang B et, pour le rang C, quinze ans d'ancienneté scientifique dont au moins trois ans à compter de l'obtention du diplôme de docteur.

Il ne peut toutefois être recouru à la procédure de recrutement direct au grade de Directeur scientifique que concomitamment à la mise en œuvre de la procédure de promotion à ce grade en application de l'article 13, § 1^{er}. A égalité entre candidats au recrutement et à la promotion, la priorité est accordée à la promotion.

§ 3. Ne peut être recruté à un emploi du personnel scientifique que celui qui remplit les conditions suivantes :

1° être belge ou citoyen d'un état faisant partie de l'Espace économique européen, sauf pour des fonctions comportant une participation directe ou indirecte, à l'exercice de la puissance publique et des travaux qui ont pour objet la sauvegarde des intérêts généraux de l'Etat ou des autres collectivités publiques ;

2° être d'une conduite répondant aux exigences de la fonction ;

3° jouir des droits civils et politiques ;

4° satisfaire aux lois sur la milice ;

5° justifier de la possession de l'aptitude médicale exigée pour la fonction ;

6° être porteur d'un diplôme délivré par un établissement d'enseignement supérieur en Communauté française ou sanctionnant des études dont la langue d'enseignement est le français.

Le titulaire d'un diplôme dont la langue d'enseignement n'est pas le français doit avoir apporté au moment du recrutement la preuve de la réussite de l'examen de connaissance de la langue française organisé par le SELOR au niveau 1/A ou tout autre certificat équivalent.

Art. 7. En cas de vacance d'emploi, il est fait appel aux candidats par un avis publié au *Moniteur belge*. Il peut complémentarément être fait usage d'autres vecteurs de communication jugés utiles à la publicité de la vacance d'emploi compte tenu notamment du domaine d'activité concerné.

Cet avis indique:

- 1° le(s) emploi(s) vacant(s);
- 2° les conditions d'admission;
- 3° le délai et la forme de présentation des candidatures ainsi que les pièces à produire.

Section 4. — Stage et nomination définitive

Art. 8. § 1^{er}. Le candidat recruté au rang A est admis pour un stage d'une durée d'un an.

Le cas échéant, les autres candidats classés sont versés dans une réserve de recrutement dans l'ordre du classement visé à l'article 5, § 3.

Le stage est accompli sous le contrôle du Directeur scientifique qui définit, en concertation avec le Conseil scientifique, le programme de stage et le supervise. Le programme comprend des travaux scientifiques en relation avec les spécificités du Jardin botanique de Meise, des travaux liés aux collections du Jardin botanique de Meise et des travaux administratifs.

Dans le mois qui précède l'issue du stage, le Directeur scientifique propose à l'autorité à laquelle appartient le pouvoir de nomination, après avis du Conseil scientifique, la nomination du stagiaire, la prolongation du stage d'un an au maximum ou le licenciement.

Au terme du stage, le Directeur scientifique émet à l'intention de l'autorité à laquelle appartient le pouvoir de nomination un avis sur les mérites scientifiques de l'agent. Cet avis tient compte de la qualité de la production scientifique de l'agent, de la qualité de son travail en rapport avec les collections du Jardin botanique de Meise, de la qualité du travail administratif qui lui est confié et de son intégration au sein du personnel.

§ 2. Les candidats recrutés aux rangs B ou C en application de l'article 6, § 2, sont admis pour un stage d'une durée d'un an conformément aux modalités prévues au § 1^{er}.

Art. 9. Sans préjudice de l'article 6, § 2, le stagiaire est nommé par l'autorité compétente en qualité de personnel scientifique des Services du Gouvernement de la Communauté française au grade de rang A auquel il peut prétendre.

Section 5. — Promotion

Art. 10. § 1^{er}. Chaque agent de rang A peut, à sa demande, accéder au rang B s'il remplit les conditions suivantes :

- 1° être titulaire d'un diplôme de docteur dans l'un des domaines d'activité du Jardin botanique de Meise ;
- 2° compter dix ans d'ancienneté scientifique dont la valeur est reconnue par le Conseil scientifique.

§ 2. Chaque agent de rang B peut, à sa demande, accéder au rang C s'il remplit les conditions suivantes :

- 1° être titulaire d'un diplôme de docteur dans l'un des domaines d'activité du Jardin botanique de Meise ;
- 2° compter quinze ans d'ancienneté scientifique dont la valeur est reconnue par le Conseil scientifique, dont au moins trois ans dans le rang B ;
- 3° Justifier de travaux scientifiques exceptionnels dont la valeur est reconnue par le Conseil scientifique.

Section 6. — Disposition spéciale

Art. 11. Sont assimilés aux diplômes requis, les titres étrangers qui leur ont été déclarés équivalents par ou en vertu de la loi ou du décret.

Section 7. — Le Directeur scientifique

Art. 12. À l'égard des membres du personnel scientifique du JBM, les fonctions dirigeantes sont exercées par le Directeur scientifique.

À ce titre, Il assure la gestion administrative, la supervision et le contrôle des activités menées par les membres du personnel placés sous son autorité.

Art. 13. § 1^{er}. Pour être nommé à la fonction de Directeur scientifique, le candidat qui est membre du personnel scientifique du Jardin botanique de Meise doit :

- 1° être titulaire du diplôme de docteur dans l'un des domaines d'activité du Jardin botanique de Meise ;
- 2° réunir des aptitudes scientifiques dont la valeur est préalablement déterminée par le jury de recrutement visé à l'article 5, § 2, ainsi que des capacités à diriger et à organiser;
- 3° avoir atteint au moins le rang B de la carrière scientifique et avoir 15 ans d'ancienneté scientifique, dont au moins 3 ans dans le rang B ou C.

§ 2. Pour être nommé à la fonction de Directeur scientifique, le candidat qui n'est pas membre du personnel scientifique du Jardin botanique de Meise doit :

- 1° être titulaire du diplôme de docteur dans l'un des domaines d'activité du Jardin botanique de Meise ;
- 2° réunir des aptitudes scientifiques dont la valeur est préalablement déterminée par le jury de recrutement tel que visé à l'article 5, § 2, ainsi que des capacités à diriger et à organiser.
- 3° remplir les conditions de diplômes visées à l'article 6, §§ 2 et 3 ;
- 4° faire preuve d'une ancienneté scientifique au sens de l'article 4 d'une durée d'au moins 15 ans en prestations complètes, dont 3 ans au moins à compter de l'obtention du diplôme de docteur.

§ 3. Le candidat recruté au grade de Directeur scientifique est admis pour un stage d'une durée d'un an. Ce stage est accompli sous le contrôle du fonctionnaire général.

Dans le mois qui précède l'issue du stage, le fonctionnaire général propose à l'autorité à laquelle appartient le pouvoir de nomination, la nomination, la prolongation du stage ou le licenciement du stagiaire.

Au terme du stage, le fonctionnaire général émet à l'intention de l'autorité à laquelle appartient le pouvoir de nomination un avis sur les mérites scientifiques de l'agent ainsi que sur ses qualités en matière de gestion du personnel.

Art. 14. Toute vacance d'emploi à la fonction de Directeur scientifique fait l'objet d'un avis publié au *Moniteur belge*.

Celui-ci contient les indications mentionnées aux articles 7 et 13. Il est arrêté par le Ministre compétent sur proposition du Conseil scientifique.

La vacance d'emploi est notifiée au personnel scientifique par le fonctionnaire général.

Les candidatures doivent être introduites auprès du fonctionnaire général, dans les trente jours de la date de la publication ou de la notification de la vacance d'emploi.

Art. 15. Les candidatures sont soumises à l'avis du Jury de recrutement. Celui-ci établit un rapport circonstancié dont les conclusions sont portées à la connaissance de chaque candidat.

Le rapport circonstancié comprend :

1° le classement des candidats selon leurs titres, leurs aptitudes scientifiques et leurs capacités à diriger et à organiser;

2° la justification du classement de chaque candidat.

Tout candidat dispose de dix jours à partir de la réception des conclusions du rapport pour communiquer ses observations écrites au Président du Jury de recrutement.

Il est, à sa demande, entendu par le Jury de recrutement.

Art. 16. Le jury de recrutement établit un rapport circonstancié définitif. Ce rapport, qui comprend le rapport initial visé à l'article 15 et la justification des modifications apportées à ce rapport initial, ainsi que les éventuelles observations écrites faites par les candidats sont transmis au fonctionnaire général en vue des propositions de nomination que celui-ci soumet à l'autorité à laquelle appartient le pouvoir de nomination.

Section 8. — Du recours en matière de stage

Art. 17. En cas de proposition de licenciement ou de prolongation du stage, le stagiaire peut, dans les dix jours de la notification de son licenciement ou de sa prolongation de stage, introduire un recours contre la proposition émise à son sujet auprès de la Chambre de recours, 2ème section, visée par l'article 107, § 1^{er}, de l'arrêté du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française.

La Chambre de recours se réunit en vue de l'examen du recours dans les trente jours de sa saisie. Après examen du recours, la Chambre de recours émet un avis et le transmet à l'autorité à laquelle appartient le pouvoir de nomination.

Le recours visé à l'alinéa 1^{er} est suspensif et le stage est prolongé jusqu'à la date de prise d'effet de la décision de l'autorité compétente.

Lorsque l'autorité, au cours ou au terme du stage, décide de licencier l'intéressé, celui-ci reçoit, sauf en cas de faute grave, un délai de préavis de trois mois.

CHAPITRE II. — Régime pécuniaire

Art. 18. Le régime pécuniaire fixé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2003 portant statut pécuniaire du personnel scientifique des établissements scientifiques de la Communauté française est applicable aux membres du personnel scientifique du JBM.

Art. 19. Les membres du personnel du Jardin botanique de Meise de niveau A transférés à la Communauté française en application de l'arrêté royal du 26 décembre 2013 précité conservent, en toute hypothèse, le bénéfice de l'échelle de traitement qui est la leur aussi longtemps qu'ils obtiennent dans ladite échelle un traitement supérieur.

CHAPITRE III. — Congé pour une mission de recherche scientifique

Art. 20. § 1^{er}. Les agents nommés à titre définitif aux rangs A, B, C ou Directeur scientifique peuvent obtenir un congé pour effectuer une mission de recherche scientifique dans un établissement, un organisme, une institution ou un service visé par l'article 4, à l'exception du Jardin botanique de Meise ainsi que des services et institutions privés.

Le congé est accordé pour autant que l'établissement, l'organisme, l'institution ou le service visé à l'alinéa 1^{er}, ait prévu pour ce congé un crédit budgétaire ou une subvention et ait accepté le remboursement du traitement de l'agent pour la durée du congé.

§ 2. Le congé visé au paragraphe 1^{er} est accordé à l'agent par le Ministre compétent sur avis du Conseil scientifique.

Les congés sont accordés pour une durée maximum de deux ans. Ils peuvent être renouvelés pour des périodes dont chacune ne peut excéder un an. Le total des congés pour une même mission de recherche scientifique accordés à un agent ne peut excéder quatre ans.

§ 3. Pendant la durée de la mission, l'agent reste en activité de service.

Il maintient son droit au traitement, aux augmentations de traitement, ainsi qu'aux promotions.

§ 4. Le remboursement visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, est égal au montant global des rémunérations ou subventions-traitements, indemnités et allocations payées à l'agent ou versées à son profit pendant son congé au cours du trimestre précédent.

Pendant la durée du congé, le Ministre compétent peut, sur avis du Conseil scientifique, engager en remplacement un agent scientifique contractuel dont le rang est inférieur ou égal à celui de l'agent en congé et qui remplit les conditions prévues par le présent arrêté pour le recrutement ou l'accès à ce rang.

§ 5. Il est mis fin au congé lorsque l'Etat, la Communauté, la Région, la Commission communautaire, le service, l'organisme ou l'institution n'a pas remboursé le montant fixé trois mois après le mois au cours duquel la déclaration de créance relative au remboursement a été introduite auprès de l'établissement, de l'organisme, de l'institution ou du service.

CHAPITRE IV. — Réaffectation

Art. 21. § 1^{er}. Tout membre du personnel, privé de son emploi par suite de suppression d'emploi ou à l'expiration du terme assigné à une absence réglementairement autorisée, est, sur la proposition du Conseil scientifique, chargé par le ou les Ministre(s) dont il relève, de tâches en rapport avec son titre, ses rang et grade ainsi que sa qualification professionnelle, en attendant qu'il puisse être réaffecté ou transféré.

§ 2. Le membre du personnel visé conformément au § 1^{er} est réaffecté par priorité à un emploi vacant en rapport avec, d'une part, ses titres et ses aptitudes et, d'autre part, son rang et son grade, ou s'il est titulaire d'une fonction dirigeante, son titre.

Le membre du personnel réaffecté conserve le grade et le rang ou le titre acquis, ainsi que le traitement y afférent.

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

Art. 22. Sans préjudice des dispositions du présent statut, les membres du personnel auxquels il s'applique, sont soumis aux prescriptions qui, pour les membres du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française, régissent :

- 1° les incompatibilités et le cumul d'activités ;
- 2° le contrôle des aptitudes physiques ;
- 3° les positions administratives ;
- 4° les congés, en ce compris les régimes d'interruption de carrière et de redistribution du travail ;
- 5° l'ancienneté de service ;
- 6° les allocations et indemnités de toute nature ;
- 7° la suspension dans l'intérêt du service ;
- 8° le régime disciplinaire ;
- 9° la cessation des fonctions ;
- 10° l'évaluation ;
- 11° la mise en disponibilité ;
- 12° la déontologie.

Art. 23. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 24. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 3 juillet 2019.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président, en charge de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enseignement Supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Recherche et des Médias,

J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

A. FLAHAUT

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/14409]

3 JULI 2019. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het wetenschappelijk personeel van de "Jardin botanique de Meise" van de Diensten van de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet betreffende de institutionele hervormingen van 8 augustus 1980, inzonderheid op artikel 87, § 3;

Gelet op de "gendertest" van 12 maart 2019, uitgevoerd overeenkomstig artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in alle beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 22 maart 2019;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 2 april 2019;

Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 3 april 2019;

Gelet op Protocol nr. 517 van het Sectorcomité XVII, gesloten op 26 april 2019;

Gelet op advies nr. 66.192/4 van de Raad van State, uitgebracht op 12 juni 2019, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State van 12 januari 1973;

Op voordracht van de Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Onderzoek en Media en van de Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemeen*

Sectie 1. — Toepassingsgebied

Artikel 1. Dit statuut is van toepassing op de leden van het wetenschappelijk personeel van de Jardin botanique de Meise (Plantentuin Meise) die werkzaam zijn bij de diensten van de Franse Gemeenschap.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit, wordt verstaan onder:

1° leden van het wetenschappelijk personeel van de JBM : ambtenaren van de Jardin botanique de Meise van niveau A die naar de Franse Gemeenschap zijn overgeplaatst in het kader van de Samenwerkingsovereenkomst tussen de Vlaamse Gemeenschap en de Franse Gemeenschap van 17 mei 2013 betreffende het beheer en de werking van de

Nationale Plantentuin van België, alsook wetenschappelijk personeel van niveau 1 dat zich na deze overplaatsing aansluit bij het Franstalige kader van de Jardin botanique de Meise en die afhangen van de diensten van de Franse Gemeenschap;

2° Bevoegde Minister: de Minister(s) aan wie de wetenschappelijke personeelsleden van de JBM rapporteren;

3° Wetenschappelijke raad: de Wetenschappelijke Raad van de Nationale Plantentuin van België bedoeld in artikel 6, § 1, van de Samenwerkingsovereenkomst van 17 mei 2013 tussen de Vlaamse Gemeenschap en de Franse Gemeenschap betreffende het beheer en de exploitatie van de Nationale Plantentuin van België;

4° Ambtenaar-generaal: de ambtenaar-generaal die verantwoordelijk is voor de algemene directie waarvan het wetenschappelijk personeel van de JBM afhankelijk is.

Sectie 2. — Algemene bepalingen

Art. 3. § 1. De wetenschappelijke loopbaan van wetenschappelijke medewerkers van de JBM omvat:

1° rang A;

2° rang B;

3° rang C.

Rang A omvat de graad van attaché en assistent.

Rang B omvat de graad van werkleider.

Rang C omvat de graad van werkleider-geagregeerde.

§ 2. De graden van attaché en assistent worden onder de volgende voorwaarden toegekend aan ambtenaren die in rang A worden aangeworven:

1° Attaché: in het bezit zijn van een diploma van licentiaat of master;

2° Assistent: in het bezit zijn van een doctorstitel in een van de vakken van de Jardin botanique de Meise.

Art. 4. § 1. Onder wetenschappelijke anciënniteit wordt verstaan de duur van:

1° diensten, verleend als lid van het wetenschappelijk personeel van de Jardin botanique de Meise;

2° Opdrachten van de ambtenaar in het belang van het hoger onderwijs of de wetenschap, ook al is de ambtenaar met het oog op de uitvoering ervan ter beschikking gesteld.

§ 2. Komt ook in aanmerking voor wetenschappelijke anciënniteit:

1° de duur van de diensten die door de ambtenaar vóór zijn diensttreding bij de Jardin botanique de Meise werden verleend als lid van het onderwijzend of wetenschappelijk personeel van een instelling voor hoger onderwijs;

2° de duur van de wetenschappelijke activiteit van de ambtenaar, alvorens hij in de Jardin botanique de Meise aan de slag ging als begunstigde van een bezoldiging of subsidie toegekend door:

a) De staat, een gemeenschap, een gewest, een gemeenschapscommissie, of een internationaal orgaan dat erkend is door een van de bovenvermelde autoriteiten of een buitenlandse staat die door een samenwerkingsakkoord met België is verbonden;

b) de provincies, de gemeenten, het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek en alle andere openbare of particuliere diensten of instellingen die betrokken zijn bij wetenschappelijk onderzoek of bij de financiering van wetenschappelijk onderzoek.

Om door de in artikel 5, lid 2, bedoelde aanwervingscommissie te worden erkend, moet de wetenschappelijke activiteit zijn verricht op een gebied waarvoor de betrokken ambtenaar in dienst is genomen.

Sectie 3. — Aanwerving

Art. 5. § 1. De ambtenaar-generaal bepaalt, op voorstel van de wetenschappelijk directeur en na advies van de wetenschappelijke raad, de specialisatie waarin de aanwerving zal plaatsvinden.

§ 2. Voor het Franstalige kader van het wetenschappelijk personeel van de Jardin botanique de Meise, wordt een aanwervingscommissie ingesteld, hierna "de commissie" genoemd, die als volgt is samengesteld:

1° als voorzitter : de ambtenaar-generaal of zijn afgevaardigde;

2° als leden: de Wetenschappelijk Directeur, tenzij voor de aanwerving van een Wetenschappelijk Directeur, en ten minste twee Franstalige leden van de Wetenschappelijke Raad.

Indien nodig kan de commissie worden aangevuld met een of meer wetenschappelijke persoonlijkheden die deskundig zijn op het (de) werkterrein(en) van de functie(s). Deze persoonlijkheden worden door de leden van de Wetenschappelijke Raad in overleg met de voorzitter gekozen.

§ 3. Na onderzoek van de ingediende sollicitaties nodigt de commissie de kandidaten die voldoen aan de in artikel 7, lid 2, genoemde toelatingsvoorwaarden uit voor een gesprek. Aan het einde van dit interview rangschikt de commissie de kandidaten.

De rangschikking is met redenen omkleed en elke kandidaat wordt op de hoogte gebracht van de rangschikking dat door de commissie bepaald is en de criteria die zijn plaats in deze rangschikking rechtvaardigen.

Art. 6. § 1. Wetenschappelijk personeel wordt aangeworven in rang A.

§ 2. In afwijking van het eerste lid kan de Regering van de Franse Gemeenschap, na een gunstig advies van de Wetenschappelijke Raad en op voorwaarde dat de kandidaat in het bezit is van een doctoraatsdiploma in een van de vakken van de Jardin botanique de Meise en een wetenschappelijke anciënniteit van tien jaar heeft in rang B en, voor rang C, een wetenschappelijke anciënniteit van vijftien jaar, waarvan ten minste drie jaar vanaf de datum van het doctoraatsdiploma, rechtstreeks aanwerven in de rang B, rang C of de graad van wetenschappelijk directeur.

Er kan echter alleen gebruik worden gemaakt van de procedure voor rechtstreekse aanwerving op het niveau van wetenschappelijk directeur wanneer de bevorderingsprocedure op dat niveau overeenkomstig artikel 13, § 1, gelijktijdig wordt uitgevoerd. Bij gelijke geschiktheid van kandidaten voor aanwerving en promotie wordt voorrang gegeven aan promotie.

§ 3. Alleen personen die aan de volgende voorwaarden voldoen, kunnen worden aangeworven als wetenschappelijk medewerker:

1° Belg zijn of onderdaan zijn van een staat die deel uitmaakt van de Europese Economische Ruimte, met uitzondering van functies die een rechtstreekse of onrechtstreekse deelname aan de uitoefening van het openbaar gezag inhouden en werkzaamheden die gericht zijn op het vrijwaren van de algemene belangen van de staat of van andere overheden;

2° een gedragsnorm hebben die aan de eisen van de functie voldoet;

3° burgerlijke en politieke rechten genieten;

4° voldoen aan de militiewetten;

5° een bewijs van het bezit van de medische geschiktheid die voor de functie vereist is;

6° in het bezit zijn van een diploma van een instelling voor hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap of het bewijs leveren van een studie waarin het Frans de onderwijstaal is.

De houder van een diploma waarvan de onderwijstaal niet het Frans is, moet bij de aanwerving het bewijs hebben geleverd dat hij de taaltest van SELOR-niveau 1/A (Frans) of een ander gelijkwaardig certificaat met succes heeft afgelegd.

Art. 7. In geval van een vacature worden de kandidaten opgeroepen door middel van een bericht in het *Belgisch Staatsblad*. Bovendien kunnen andere voor de bekendmaking van de vacature nuttig geachte communicatiemiddelen worden gebruikt, met name rekening houdend met het betrokken werkterrein.

Dit bericht vermeldt:

1° de vacature(s);

2° de toelatingsvoorwaarden;

3° de termijn en de vorm voor de indiening van de aanvragen en de over te leggen documenten.

Sectie 4. — Proeftijd en vaste benoeming

Art. 8. § 1. De kandidaat die aangeworven wordt in rang A wordt toegelaten tot een proeftijd van een jaar.

Eventueel worden andere kandidaten die zich geklasseerd hebben, in een aanwervingsreserve geplaatst in de in artikel 5, § 3 bedoelde rangorde.

De proeftijd wordt uitgevoerd onder toezicht van de Wetenschappelijk Directeur die, in overleg met de Wetenschappelijke Raad, het proeftijdprogramma bepaalt en begeleidt. Het programma omvat wetenschappelijk werk met betrekking tot de specifieke kenmerken van de Jardin botanique de Meise, werk met betrekking tot de collecties van de Jardin botanique de Meise en administratief werk.

In de maand voorafgaand aan het einde van de proeftijd stelt de wetenschappelijk directeur, na raadpleging van de wetenschappelijke raad, het tot aanstelling bevoegde gezag voor om de stagiair te benoemen, de proeftijd met maximaal één jaar te verlengen of te ontslaan.

Aan het einde van de proeftijd brengt de wetenschappelijk directeur aan het tot aanstelling bevoegde gezag advies uit over de wetenschappelijke verdiensten van de ambtenaar. In dit advies wordt rekening gehouden met de kwaliteit van de wetenschappelijke productie van de ambtenaar, de kwaliteit van zijn werk in relatie tot de collecties van de Jardin botanique de Meise, de kwaliteit van het administratieve werk dat hem is toevertrouwd en zijn integratie in het personeel.

§ 2. Kandidaten die overeenkomstig artikel 6, § 2, in de rang B of C worden aangeworven, worden toegelaten voor een proeftijd van een jaar volgens de in § 1 vastgestelde procedures.

Art. 9. Onverminderd artikel 6, § 2, wordt de stagiair door de bevoegde autoriteit aangesteld als wetenschappelijk personeel van de overheidsdiensten van de Franse Gemeenschap in de rang A waarop hij recht heeft.

Sectie 5. — Bevordering

Art. 10. § 1. Iedere ambtenaar van rang A kan op zijn verzoek naar rang B overgaan indien hij aan de volgende voorwaarden voldoet:

1° houder zijn van een diploma van doctor in een van de vakken van de Jardin botanique de Meise;

2° een wetenschappelijke anciënniteit van tien jaar hebben, waarvan de waarde door de Wetenschappelijke Raad wordt erkend.

§ 2. Elke ambtenaar van rang B kan op zijn verzoek naar rang C overgaan indien hij aan de volgende voorwaarden voldoet:

1° houder zijn van een diploma van doctor in een van de vakken van de Jardin botanique de Meise;

2° een wetenschappelijke anciënniteit van 15 jaar hebben, waarvan de waarde door de Wetenschappelijke Raad wordt erkend, waarvan ten minste drie jaar in rang B;

3° Uitzonderlijke wetenschappelijke werkzaamheden bewijzen waarvan de waarde wordt erkend door de Wetenschappelijke Raad.

Sectie 6. — Bijzondere bepaling

Art. 11. Buitenlandse kwalificaties die bij of krachtens de wet of het decreet als gelijkwaardig zijn erkend, worden als vereiste diploma's beschouwd.

Sectie 7. — De wetenschappelijk directeur

Art. 12. Wat het wetenschappelijk personeel van het JBM betreft, worden de beheersfuncties uitgevoerd door de wetenschappelijk directeur.

In die hoedanigheid zorgt hij voor het administratief beheer van, het toezicht op en de controle van de activiteiten van de ambtenaren die onder zijn gezag staan.

Art. 13. § 1. Om tot wetenschappelijk directeur te worden benoemd, moet de kandidaat die deel uitmaakt van het wetenschappelijk personeel van de Jardin botanique de Meise:

1° houder zijn van een diploma van doctor in een van de vakken van de Jardin botanique de Meise;

2° beschikken over wetenschappelijke vaardigheden waarvan de waarde vooraf wordt bepaald door de in artikel 5, § 2 bedoelde aanwervingscommissie, alsmede over het vermogen om leiding te geven en te organiseren;

3° ten minste de rang B van de wetenschappelijke loopbaan hebben bereikt en een wetenschappelijke anciënniteit van 15 jaar hebben, waarvan ten minste 3 jaar in de rang B of C.

§ 2. Om te worden benoemd tot wetenschappelijk directeur moet de kandidaat die geen deel uitmaakt van het wetenschappelijk personeel van de Jardin botanique de Meise:

1° houder zijn van een diploma van doctor in een van de vakken van de Jardin botanique de Meise;

2° beschikken over wetenschappelijke vaardigheden waarvan de waarde vooraf wordt bepaald door de in artikel 5, § 2 bedoelde aanwervingscommissie, alsmede over het vermogen om leiding te geven en te organiseren.

3° voldoen aan de voorwaarden voor diploma's bedoeld in artikel 6, §§ 2 en 3;

4° het bewijs leveren van een wetenschappelijke anciënniteit in de zin van artikel 4 gedurende een periode van ten minste 15 jaar in volledige dienst, waarvan ten minste 3 jaar vanaf de datum van het behalen van het doctoraat.

§ 3. Een kandidaat die in de rang van wetenschappelijk directeur wordt aangeworven, wordt toegelaten voor een proeftijd van één jaar. Deze proeftijd vindt plaats onder toezicht van de ambtenaar-generaal.

In de maand voorafgaand aan het einde van de proeftijd stelt de ambtenaar-generaal het tot aanstelling bevoegde gezag voor om de stagiair te benoemen, zijn proeftijd te verlengen of te ontslaan.

Aan het einde van de proeftijd brengt de ambtenaar aan het tot aanstelling bevoegde gezag advies uit over de wetenschappelijke verdiensten van de ambtenaar en zijn kwaliteiten op het gebied van personeelsmanagement.

Art. 14. Elke vacature voor de functie van wetenschappelijk directeur wordt bekendgemaakt door een bericht in het *Belgisch Staatsblad*.

Het bericht omvat alle gegevens vermeld in de artikelen 7 en 20. Het wordt door de bevoegde Minister, op de met redenen omkleed voorstel van de wetenschappelijke raad, vastgesteld.

De vacature wordt door de ambtenaar-generaal ter kennis gebracht van het wetenschappelijk personeel.

De kandidaturen moeten bij de ambtenaar-generaal worden ingediend binnen de dertig dagen na de datum van bekendmaking of kennisgeving van de vacature.

Art. 15. De kandidaturen worden aan de wervingscommissie om advies voorgelegd. Deze stelt een omstandig verslag op waarvan de conclusies aan iedere kandidaat worden meegedeeld.

Het omstandig verslag omvat:

1° de rangschikking van de kandidaten volgens hun bekwaamheidsbewijzen, hun wetenschappelijke verdiensten en hun bekwaamheid tot leiden en organiseren;

2° de rechtvaardiging van de rangschikking van iedere kandidaat;

Iedere kandidaat beschikt over tien dagen vanaf de ontvangst van de conclusies van het verslag om zijn schriftelijke opmerkingen aan de voorzitter van de wervingscommissie mee te delen.

Op zijn aanvraag wordt hij door de wervingscommissie gehoord.

Art. 16. De wervingscommissie stelt een definitief omstandig verslag op. Dit verslag, dat het oorspronkelijk verslag bedoeld bij artikel 15 en de rechtvaardiging van de aan dat oorspronkelijk verslag aangebrachte wijzigingen omvat, alsook de door de kandidaten meegedeelde schriftelijke opmerkingen of het proces-verbaal van hun verhoor, worden aan de ambtenaar-generaal bezorgd met het oog op de benoemingsvoorstellen die deze aan de tot benoemen bevoegde overheid voorlegt.

Sectie 8. — Beroep inzake proefperiodes

Art. 17. In geval van een voorstel tot ontslag of verlenging van de proeftijd kan de stagiair binnen tien dagen na de kennisgeving van zijn ontslag of verlenging van de proeftijd beroep aantekenen bij de Kamer van beroep, afdeling 2, bedoeld in artikel 107, § 1, van het besluit van 22 juli 1996 betreffende het statuut van de ambtenaren van de overheidsdiensten van de Franse Gemeenschap.

De Kamer van beroep komt binnen dertig dagen na ontvangst bijeen om het beroep te onderzoeken. Na onderzoek van het beroep brengt de Kamer van beroep een advies uit en stuurt dit door naar de autoriteit waarbij de benoemingsbevoegdheid berust.

Het in het eerste lid bedoelde beroep heeft opschortende werking en de proeftijd wordt verlengd tot de datum waarop de beslissing van de bevoegde autoriteit van kracht wordt.

Wanneer het gezagsorgaan tijdens of aan het einde van de proeftijd besluit de betrokkene te ontslaan, wordt hij daarvan, behalve in geval van ernstige fout, drie maanden van tevoren in kennis gesteld.

HOOFDSTUK II. — Bezoldigingsregeling

Art. 18. De bezoldigingsregeling die is vastgesteld bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2003 betreffende het financieel statuut van het wetenschappelijk personeel van wetenschappelijke instellingen van de Franse Gemeenschap is van toepassing op leden van het wetenschappelijk personeel van het JBM.

Art. 19. Ambtenaren van de Jardin botanique de Meise, niveau A, die overeenkomstig bovengenoemd koninklijk besluit van 26 december 2013 naar de Franse Gemeenschap worden overgeplaatst, behouden in ieder geval het voordeel van de salarisschaal waarop zij recht hebben, zolang zij een hoger salaris in die schaal ontvangen.

HOOFDSTUK III. — Verlof voor een opdracht inzake wetenschappelijk onderzoek

Art. 20. § 1. De vastbenoemde ambtenaren van de rangen A, B, C of Wetenschappelijk Directeur kunnen toestemming krijgen om een wetenschappelijke onderzoeksmisssie uit te voeren in een organisme, instelling of een dienst bedoeld in artikel 4, met uitzondering van de Jardin Botanique de Meise en particuliere diensten en instellingen.

Verlof wordt verleend op voorwaarde dat het organisme, instelling of dienst bedoeld in het eerste lid een begrotingskrediet of een subsidie voor het verlof heeft verstrekt en heeft ingestemd met terugbetaling van het salaris van de ambtenaar voor de duur van het verlof.

§ 2. Het in paragraaf 1 bedoeld verlof wordt aan de ambtenaar toegekend door de bevoegde Minister op advies van de Wetenschappelijke Raad.

Het verlof wordt toegekend voor een periode van maximaal twee jaar. Het kan worden verlengd voor perioden van telkens ten hoogste één jaar. Het totale verlof dat voor dezelfde wetenschappelijke onderzoeksopdracht aan een ambtenaar wordt toegekend, mag niet meer dan vier jaar bedragen.

§ 3. Tijdens de duur van de opdracht blijft de ambtenaar in dienst.

Hij behoudt zijn recht op salaris, salarisverhogingen en promoties.

§ 4. De terugbetaling bedoeld in paragraaf 1, tweede lid, is gelijk aan het totaal bedrag van de bezoldigingen, vergoedingen en toelagen die aan de ambtenaar werden uitbetaald of die voor hem gedurende zijn verlof tijdens het voorafgaande trimester werden gestort.

Tijdens die verlofperiode kan de bevoegde Minister, op advies van de Wetenschappelijke Raad, een contractuele wetenschappelijke medewerker aanstellen met een rang die lager is dan of gelijk is aan die van de ambtenaar met verlof en die voldoet aan de voorwaarden die voorzien zijn in dit besluit van verlof voor de aanwerving van of de toegang tot de betrokken rang.

§ 5. Er wordt een einde gemaakt aan dit verlof indien de staat, de Gemeenschap, de regio, de Gemeenschapscommissie, de dienst, het orgaan of de instelling het vastgestelde bedrag niet heeft terugbetaald drie maanden na de maand waarin het verzoek om terugbetaling bij de instelling, het orgaan, de instelling of de dienst werd ingediend.

HOOFDSTUK IV. — *Reaffectatie*

Art. 21. § 1. Iedere ambtenaar dat zijn betrekking verliest als gevolg van de afschaffing van de betrekking of bij het verstrijken van de termijn toegekend voor een bij een regeling toegelaten afwezigheid, wordt, op voorstel van de Wetenschappelijke raad, door de Minister(s) onder wie deze ressorteert, belast met opdrachten in verband met zijn titel, zijn rang en zijn graad alsook met zijn beroepskwalificatie, in afwachting dat het wordt gereffecteerd of overgeplaatst.

§ 2. De ambtenaar, bedoeld overeenkomstig § 1, wordt prioritair gereffecteerd voor een vacante betrekking in verband met, enerzijds, zijn bekwaamheidsbewijzen en zijn geschiktheid, en, anderzijds, zijn rang en zijn graad, of, als hij titularis van een leidend ambt is, zijn titel.

De gereffecteerde ambtenaar behoudt de verworven graad en de verworven rang of titel, alsook de wedde in verband daarmee.

HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

Art. 22. Onverminderd de bepalingen van dit statuut, zijn de ambtenaren waarop het van toepassing is, onderworpen aan de voorschriften die, voor de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de regeling bepalen inzake:

- 1° onverenigbaarheden en cumulatie van activiteiten;
- 2° toezicht op de lichamelijke geschiktheid;
- 3° de administratieve standen;
- 4° de verloven, met inbegrip van de regelingen inzake loopbaanonderbreking en herverdeling van werk;
- 5° dienstanciënniteit;
- 6° toelagen en vergoedingen van alle aard;
- 7° schorsing in het belang van de dienst;
- 8° tuchtregeling;
- 9° ambtsneerlegging;
- 10° evaluatie;
- 11° disponibiliteit;
- 12° gedragsregels.

Art. 23. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 24. De Minister van ambtenarenzaken is belast met de uitoefening van dit besluit.

Brussel, 3 juli 2019.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-President, bevoegd voor Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
R. DEMOTTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Onderzoek en Media,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A. FLAHAUT